

Economic Survey of Latin America 1955 (including an essay on Government income and expenditure 1947-1954), COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. Un vol., 8½ po. X 11, broché, 176 pages. — UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF PUBLIC INFORMATION, New York, U.S.A., 1956

Camille Martin

Volume 33, numéro 1, avril-juin 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001226ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001226ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1957). Compte rendu de [*Economic Survey of Latin America 1955 (including an essay on Government income and expenditure 1947-1954)*], COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. Un vol., 8½ po. X 11, broché, 176 pages. — UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF PUBLIC INFORMATION, New York, U.S.A., 1956]. *L'Actualité économique*, 33 (1), 183-184. <https://doi.org/10.7202/1001226ar>

des données actuellement disponibles et en esquissant les traits dominants d'une situation en voie d'éclaircissement.

L'étude de la conjoncture de l'Europe de l'Ouest fait apparaître un ralentissement sensible de la croissance économique qui s'est manifestée depuis quelques années. En soi, cette étude ne présenterait qu'un intérêt relatif si elle n'aboutissait pas aux projets de marché commun européen.

Le rapport dégage les bases de la distribution du commerce existant entre les pays du marché commun et entre ces derniers et le reste du monde, puis présente l'état actuel des droits de douane imposés par chacun des pays intéressés et collige ainsi une documentation irremplaçable pour ceux qui s'intéressent à la question.

Les deux dernières parties du rapport traitent des problèmes de transports et de la structure des revenus en Europe de l'Ouest, deux domaines mal connus où la documentation est pauvre et fragmentaire et où les études des Nations-Unies présentent des conclusions en bonne partie inédites.

La documentation des Nations-Unies est d'une extrême inégalité. Aussi doit-on souligner la publication de certains textes qui sortent de l'ordinaire et sont remarquables par les renseignements qui y paraissent aussi bien que par l'analyse qui en est faite.

Jacques Parizeau

Economic Survey of Latin America 1955 (including an essay on Government income and expenditure 1947-1954), COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. Un vol., 8½ po. × 11, broché, 176 pages. — UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF PUBLIC INFORMATION, New York, U.S.A., 1956.

Ce rapport économique sur l'Amérique latine en 1955 est un tableau de la situation à caractère essentiellement statistique. L'amélioration du revenu brut per capita signalée l'année précédente s'est continuée en 1955, toujours sous l'effet d'une demande croissante de produits de cette partie du globe. En chiffres absolus, en effet, les exportations ont atteint un niveau record, mais les importations s'étant, elles aussi, considérablement accrues, cet accroissement, combiné avec quelques autres facteurs défavorables de moindre importance ont entraîné un léger déficit de la balance des paiements. Les réserves monétaires ont augmenté, mais la partie du revenu qui a été réinvestie a diminué.

Après une lente montée consécutive à la seconde grande guerre, la production agricole de l'Amérique latine s'est redressée considérablement au cours de l'année en question et a dépassé légèrement la moyenne des dix années précédentes. De son côté, la production industrielle a affirmé ses progrès et gagné 6 p.c. sur l'année précédente. Il va sans dire qu'en tout cela les différences sont marquées d'un pays à l'autre; les tendances ne sont même pas en tous points orientées dans le même sens.

La partie du rapport qui traite des finances publiques analyse les revenus et les dépenses des gouvernements, les déficits et les surplus, la politique monétaire. Il y est question de répartition des dépenses entre les gouvernements centraux,

les États, les départements ou provinces et les municipalités. Ici encore la situation diffère d'un pays à l'autre. La décentralisation des dépenses est très poussée au Brésil et en Colombie, contrairement à ce qui existe au Chili et au Pérou, par exemple.

Camille Martin

Le bilan dans les entreprises, par LÉON PETIT. (Collection «Que sais-je?»). Un vol., 4½ po. × 7, broché, 128 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1956.

Dans ces quelques pages, l'auteur a voulu ramasser l'essentiel de ce qui est depuis toujours cet «instrument de mesure» indispensable à la connaissance de l'entreprise que l'on appelle le bilan et les changements qu'une législation rendue nécessaire par le malheur des temps est venue y apporter. À la longue, en effet, la discipline comptable s'est formée une ossature et donnée un cadre que par tradition et par une sorte de consentement tacite les entreprises adoptaient, attendu que cet arrangement découlait logiquement du fait comptable, qu'il répondait au besoin et que rien ne venait en justifier l'abandon. Bien entendu, les mêmes principes sont toujours à la base de la science comptable et ce sont ces principes, en ce qui a trait spécialement au bilan, que l'auteur expose brièvement dans la première partie de l'ouvrage intitulée: le bilan et ses composantes.

Mais cela se passait au temps de la stabilité monétaire. Depuis «cette descente aux abîmes de notre franc qui faussera toutes les valeurs, exprimées par le moyen d'un étalon de mesure allant de jour en jour s'avilissant, . . . » des chapitres inédits feront leur entrée au bilan pour s'ajuster tant bien que mal aux contingences de l'heure, si bien que la physionomie du bilan s'en trouvera passablement modifiée. Mais ce n'est pas tout, car bientôt s'imposera la nécessité d'une métamorphose plus profonde encore, affectant cette fois la grandeur des chiffres, pour les harmoniser avec l'état des prix, d'où sortent les bilans revisés. Enfin, les pouvoirs publics saisissent l'occasion de la revision pour imposer aux entreprises qui y ont procédé l'adoption du bilan-type. C'est de ces changements que fait état la deuxième partie coiffée du titre: Le bilan et la dégradation monétaire.

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage est une initiation à l'analyse du bilan. Sous le titre: Le bilan, miroir de l'entreprise, l'auteur montre comment on peut en extraire les renseignements essentiels à une bonne connaissance de l'entreprise.

Camille Martin

Des mouvements de longue durée Kondratieff, par GASTON IMBERT. Trois volumes, brochés, 8 po. × 10½, 735 pages. — OFFICE UNIVERSITAIRE DE POLYCOPIE, Aix-en-Provence, 1956.

L'auteur se propose comme but de faire le point des connaissances théoriques et historiques de la question des cycles longs. Ceux-ci furent étudiés systématiquement pour la première fois par l'économiste russe N. D. Kondratieff.

La première partie de ce travail constitue une analyse statistique du mouvement de longue durée. Dans un premier chapitre, l'auteur distingue judicieusement les divers types de mouvements longs. Une distinction très nette entre